SASSI

COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ INC

RESTO PLATEAU

Rapport financier

30 juin 2021

3615 Boul St-Laurent, bureau 202 Montréal, (Québec) H2P 2M9 T: 514-394-1134 C: info@sassicpa.ca
sassicpa.ca

RESTO PLATEAU

RAPPORT FINANCIER

30 juin 2021

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	3-4
ÉTAT DES RÉSULTATS	5
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS	6
BILAN	7
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	8
NOTES COMPLÉMENTAIRES	9-18
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	
ANNEXE A - MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	19
ANNEXE B - VILLE DE MONTRÉAL	19
ANNEXE C - ACTIVITÉS	19

SASSI

SASSI COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ INC.
8615 Boul St-Laurent. Bureau 202
Montréal, (Québec) H2P 2M9

Téléphone: (514) 394 1134
courriel: info@sassicpa.ca
www.sassicpa.ca

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil d'administration de
RESTO PLATEAU

Opinion avec réserve
J'ai effectué l'audit des états financiers de RESTO PLATEAU (ci-après l'«organisme»), qui comprennent le bilan au 30 juin 2021 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, à l'exception des incidences éventuelles décrites dans le paragraphe Fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 30 juin 2021, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion avec réserve
J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* du présent rapport. Je suis indépendant de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et je me suis acquitté des autres responsabilités qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Comme c'est le cas pour de nombreux organismes sans but lucratif, l'organisme tire une partie de ses produits d'activités de dons dont il n'est pas possible d'auditer l'intégralité de façon satisfaisante. Par conséquent, notre audit de ces produits s'est limité aux montants inscrits dans les comptes de l'organisme et nous n'avons pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants des produits, de l'excédent des produits sur les charges et des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour l'exercice terminé le 30 juin 2021, de l'actif à court terme au 30 juin 2021, et des actifs nets au 1er juillet 2020 et au 30 juin 2021.

Autres informations
La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Mon opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et je n'exprime aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne mon audit des états financiers, ma responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que j'ai effectués, je conclus à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, je suis tenu de signaler ce fait. Je n'ai rien à signaler à cet égard.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- j'acquiers une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;

- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou des situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;

- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à en donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Observation – Événements postérieurs à la date du bilan

Nous attirons l'attention sur les notes 15 et 16 des états financiers qui décrivent l'éventualité et les événements postérieurs liés à la pandémie mondiale de la COVID-19 déclarée par l'Organisation mondiale de la santé. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Sassi comptable professionnel agréé inc.

SASSI COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ INC. [1]

Montréal, le 9 septembre 2021

[1] CPA auditeur, CGA, permis de comptabilité publique n° A134920

RESTO PLATEAU

ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice terminé le 30 juin 2021

	2021	2020
	$	$
PRODUITS		
Subventions		
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (annexe A)	**2 171 954**	2 191 005
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal		
Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC)	**102 102**	84 040
Aide d'urgence COVID-19	**-**	11 014
Emploi et Développement social Canada - Emploi été Canada	**7 694**	-
Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC)	**70 233**	49 264
Ministère de la Santé et des Services sociaux - programme PAAQ	**10 375**	-
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation - FIRM	**9 590**	-
Ville de Montréal (annexe B)	**53 000**	41 335
Soutien à l'action bénévole	**2 000**	2 000
Fondation du Grand Montréal - Fonds d'urgence COVID-19	**34 788**	4 756
Moisson Montréal - Aide urgence COVID-19	**18 750**	-
Autres	**45 594**	7 508
Centraide		
Soutien à la mission	**56 750**	49 000
Fonds COVID-19	**148 100**	49 811
Activités (annexe C)	**491 807**	804 538
Dons	**29 863**	40 505
Cotisations	**400**	400
Intérêts	**2 780**	1 941
Autofinancement	**-**	1 327
Divers	**4 290**	26 430
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	**43 586**	10 972
	3 303 656	3 375 846
CHARGES		
Salaires et charges sociales	**1 384 322**	1 209 871
Salaires et charges sociales PPIS	**1 015 411**	1 105 648
Nourriture et fournitures pour activités	**277 792**	350 036
Loyer	**154 357**	145 340
Honoraires professionnels	**61 332**	101 629
Entretien et réparations	**99 223**	71 583
Frais de bureau	**37 388**	36 950
Énergie	**12 547**	8 574
Livraison et déplacements	**25 057**	25 283
Assurances	**8 827**	4 769
Publicité, promotion et représentation	**33 534**	10 109
Formation	**17 002**	2 634
Télécommunications	**11 521**	12 065
Amortissement des immobilisations	**62 482**	60 597
Frais et intérêts bancaires	**2 746**	3 521
Abonnements et cotisations	**10 269**	12 731
Intérêts sur contrat de location-acquisition	**759**	1 774
Autres	**686**	942
	3 215 255	3 164 056
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	**88 401**	211 790

RESTO PLATEAU

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

Exercice terminé le 30 juin 2021

	2021			2020
	Investis en immobili-sations	**Non affectés**	**Total**	Total
			$	$
SOLDE, début de l'exercice	**19 139**	**233 348**	**252 487**	40 697
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	**(18 896) ***	**107 297**	**88 401**	211 790
Acquisition d'immobilisations corporelles	**612 255**	**(612 255)**	**-**	-
Nouveaux apports afférent aux immobilisations	**(557 190)**	**557 190**	**-**	-
Paiement en capital sur la dette à long terme	**15 000**	**(15 000)**	**-**	-
Paiement en capital sur l'obligation en vertu des contrats de location-acquisition	**20 239**	**(20 239)**	**-**	-
SOLDE, fin de l'exercice	**90 547**	**250 341**	**340 888**	252 487

* Représenté par l'amortissement des immobilisations et des apports reportés afférents aux immobilisations.

Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	43 586
Amortissement des immobilisations	(62 482)
	(18 896)

RESTO PLATEAU

BILAN

Au 30 juin 2021

	2021	2020
	$	$
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	**85 029**	166 092
Placements (note 3)	**279 407**	201 234
Débiteurs (note 4)	**56 703**	96 822
Subventions à recevoir	**330 005**	94 576
Stocks (note 5)	**20 872**	10 959
Frais payés d'avance	**8 433**	7 636
	780 449	577 319
PLACEMENTS (note 3)	**-**	26 013
DÉPÔT DE GARANTIE	**26 013**	26 013
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 6)	**689 009**	162 320
ACTIFS INCORPORELS (note 6)	**23 084**	-
	1 518 555	791 665
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs (note 8)	**427 519**	257 953
Apports reportés (note 9)	**128 602**	138 044
Dette à long terme remboursables au cours du prochain exercice (notes 10)	**15 000**	15 000
Obligations découlant des contrats de location-acquisition remboursable au cours du prochain exercice (note 12)	**10 841**	16 745
	581 962	427 742
DETTE À LONG TERME (note 10)	**12 500**	27 500
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS (note 11)	**581 388**	67 784
OBLIGATIONS DÉCOULANT DES CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION (note 12)	**1 817**	16 152
	1 177 667	539 178
ACTIFS NETS		
INVESTIS EN IMMOBILISATIONS	**90 547**	19 139
NON AFFECTÉS	**250 341**	233 348
	340 888	252 487
	1 518 555	791 665

ENGAGEMENTS (note 12)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION : Aimé Chartier président

Christian Vaillant. Trésorier

RESTO PLATEAU

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 30 juin 2021

	2021	2020
	$	$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	**88 401**	211 790
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations	**62 482**	60 597
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	**(43 586)**	(10 972)
	107 297	261 415
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 13)	**(45 896)**	54 217
	61 401	315 632
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation des placements	**(52 160)**	(227 247)
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(612 255)**	(36 639)
	(664 415)	(263 886)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Nouveaux apports afférent aux immobilisations	**557 190**	14 432
Dette à long terme	**(15 000)**	(15 000)
Remboursement de l'obligation en vertu des contrats de location-acquisition	**(20 239)**	(19 480)
	521 951	(20 048)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	**(81 063)**	31 698
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, début de l'exercice	**166 092**	134 394
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, fin de l'exercice	**85 029**	166 092

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

1 - STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

RESTO PLATEAU est un organisme à but non lucratif, constitué selon la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec le 30 janvier 1992. C'est un organisme de bienfaisance et il est exempté d'impôts sur le revenu.

Ses objets sont les suivants.

À des fins purement charitables d'éducation, de formation, d'insertion sociale et professionnelle, de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale et sans intentions de gains pécuniaires pour ses membres :

offrir un lieu de formation de qualité dans le domaine de la cuisine et en employabilité pour des personnes d'origines culturelles diverses et fortement défavorisées sur le plan de l'emploi afin de permettre à ces dernières d'intégrer le marché du travail sous réserve de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q.c E-9) et de ses règlements;

exploiter un restaurant populaire au bénéfice des personnes à faible revenu afin de leur procurer des repas à coût modique ou gratuits;

organiser des activités au bénéfice des personnes démunies afin de briser l'isolement et l'exclusion sociale.

En cas de liquidation des actifs de l'organisme, l'actif résiduel sera dévolu à un organisme de charité enregistré ayant des buts similaires.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de CPA Canada et comprennent les principales méthodes comptables suivantes.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés à l'actif et au passif et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels ainsi que sur les montants des produits et des charges comptabilisés au cours de l'exercice. Les principales estimations comptables portent sur la durée de vie utile des immobilisations et la désuétude des stocks. Les montants établis et les renseignements divulgués sur la base de ces estimations et hypothèses pourraient être différents des résultats réels.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports affectés à l'acquisition d'immobilisations amortissables sont reportés et constatés aux résultats au même rythme que les immobilisations afférentes.

Activités

Les produits d'activités sont constatés à titre de produits lorsque les services ou que les repas ont été livrés.

Cotisations

Les cotisations sont constatées linéairement au cours de la période annuelle attribuable.

Dons et autofinancement

Les revenus de dons et d'autofinancement sont constatés à titre de produits lorsque les montants sont encaissés.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative respective selon les méthodes et les taux annuels indiqués ci-dessous.

	Méthodes	Taux
Immobilisations corporelles		
Équipement	Amortissement dégressif	20%
Équipement informatique	Amortissement dégressif	30%
Matériel roulant	Amortissement dégressif	30%
Équipement de bureau	Amortissement dégressif	20%
Améliorations locatives	Amortissement linéaire	20%
Équipement acquis en vertu d'un contrat de location-acquisition	Amortissement linéaire	20%
Actifs incorporels		
Site Web	Amortissement dégressif	30%

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Apports reçus sous forme de biens et de services

L'organisme reçoit des apports sous forme de biens et de services pour assurer la prestation de ses services. En raison de la difficulté de déterminer la juste valeur de ces apports, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.

Instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des débiteurs et des subventions à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de la marge de crédit, des créditeurs et de la dette à long terme.

3 - PLACEMENTS

	2021	2020
	$	$
Avantage Entreprise Desjardins	**253 095**	201 234
Épargne à terme au taux de 1,45 %, échéant le 27 novembre 2021	**26 312**	26 013
	279 407	227 247
Portion encaissable au cours du prochain exercice	**279 407**	201 234
	-	26 013

4 - DÉBITEURS

	2021	2020
	$	$
Comptes clients	**31 256**	88 377
Taxes à la consommation	**21 768**	8 171
Autres débiteurs	**3 679**	274
	56 703	96 822

5 - STOCKS

	2021	2020
	$	$
Matières premières	**10 088**	3 893
Fournitures de fabrication	**3 358**	2 307
Produits d'entretien	**852**	1 926
Plats cuisinés	**6 574**	2 833
	20 872	10 959

6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS INCORPORELS

			2021	2020
	Coût	**Amortissement cumulé**	**Valeur nette**	Valeur nette
	$	**$**	**$**	$
Immobilisations corporelles				
Équipement	**473 254**	**363 749**	**109 505**	69 543
Équipement informatique	**62 847**	**55 534**	**7 313**	4 714
Matériel roulant	**143 947**	**81 910**	**62 037**	1 060
Améliorations locatives	**568 898**	**78 961**	**489 937**	56 401
Équipement de bureau	**39 830**	**28 069**	**11 761**	4 535
Matériel roulant acquis en vertu d'un contrat de location-acquisition	**54 922**	**53 091**	**1 831**	12 815
Équipement acquis en vertu d'un contrat de location-acquisition	**75 921**	**69 296**	**6 625**	13 252
	1 419 619	**730 610**	**689 009**	162 320
Actifs incorporels				
Site Web	**24 097**	**1 013**	**23 084**	-
	1 443 716	**731 623**	**712 093**	162 320

7 - MARGE DE CRÉDIT

L'organisme dispose d'une marge de crédit autorisée de 100 000 $ portant intérêt au taux préférentiel de 2,45 %, garantie par une hypothèque mobilière sur les débiteurs et les subventions à recevoir, d'une valeur comptable de 386 708 $. Au 30 juin 2021, la marge de crédit était inutilisée.

De plus, l'organisme dispose d'une carte de crédit d'un montant autorisé de 10 000 $ portant intérêt au taux de 10,95 %. Au 30 juin 2021, le solde de la carte de crédit était de 295 $.

8 - CRÉDITEURS

	2021	2020
	$	$
Comptes fournisseurs	**207 426**	124 564
Salaires	**44 834**	32 339
Vacances	**82 444**	83 982
Sommes à remettre à l'État	**2 557**	10 862
Frais courus	**3 044**	-
Subvention à rembourser	**87 214**	6 206
	427 519	257 953

9 - APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice et destinées à couvrir les charges de fonctionnement et des projets de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	Solde 30 juin 2020	**Encaissements / Ententes**	**Constatés à titre de produits/ apports immos**	**Solde 30 juin 2021**
	$	$	$	$
Services sociaux - programme PAAQ	-	**41 500**	**10 375**	**31 125**
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation - FIRM	-	**43 050**	**9 590**	**33 460**
Ville de Montréal	21 250	**43 500**	**53 000**	**11 750**
Fondation J.A. DeSève	25 000	-	**25 000**	-
Fondation familiale Trottier	10 000	-	**10 000**	-
Chantier de l'économie sociale - programme PPI	8 550	-	**8 550**	-
Moisson Montréal	18 794	-	**18 794**	-
Fondation du Grand Montréal	16 500	-	**16 500**	-
Fonds Innogec	2 850	-	**2 850**	-
Desjardins		**5 500**	**2 750**	**2 750**
Magasin Solidaire	20 000	**(19 430)**	**570**	-
Mission Inclusion	-	**10 000**	**2 500**	**7 500**
Fonds Plateau Mont-Royal	-	**15 000**	**5 000**	**10 000**
Second Harvest	-	**18 750**	**1 500**	**17 250**
PME-Montréal	-	**22 500**	**8 333**	**14 167**
Finance QC	-	**600**	-	**600**
Centraide - EDSC	15 100	-	**15 100**	-
	138 044	**180 970**	**190 412**	**128 602**

10 - DETTE À LONG TERME

	2021	2020
	$	$
Prêt à terme pour le réaménagement de la cuisine, d'un montant original de 75 000 $, échéant en avril 2023, sans intérêt, remboursable par versements mensuels de 1 250 $, à partir du 1er mai 2018	**27 500**	42 500
Portion de la dette échéant au cours du prochain exercice	**15 000**	15 000
	12 500	27 500

Les remboursements des deux prochains exercices s'établissent comme suit :

	$
2022	15 000
2023	12 500
	27 500

11 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS

Les apports reportés afférents aux immobilisations représentent des apports reçus pour l'acquisition du matériel roulant, de l'équipement et des améliorations locatives. Ces apports reportés sont amortis au même rythme que les immobilisations afférentes. Les variations survenues dans le solde des apports reportés pour l'exercice sont les suivantes :

	2021	2020
	$	$
Solde au début	**67 784**	64 323
Encaissement de l'exercice	**557 190**	14 433
Amortissement	**(43 586)**	(10 972)
Solde à la fin	**581 388**	67 784

12 - ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

L'organisme s'est engagé en vertu d'un bail échéant le 31 mars 2022. Le solde de l'engagement découlant de ce bail s'établit à 108 482 $.

De plus, l'organisme s'est engagé en vertu de deux contrats de location-acquisition, un échéant en juillet 2022, portant intérêt au taux de 4,80 %, remboursable par versements trimestriels de 1 906 $, capital et intérêts et l'autre échéant en juin 2021, portant intérêt au taux de 2,99 %, remboursable par versements mensuels de 915 $, capital et intérêts.

Les paiements minimums exigibles au cours des deux prochains exercices découlant de ces engagements sont les suivants :

	$
2022	10 841
2023	1 817
	12 658

13 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement se résume ainsi :

	2021	2020
	$	$
Débiteurs	**40 119**	(19 720)
Subventions à recevoir	**(235 429)**	(33 697)
Stocks	**(9 913)**	15 209
Frais payés d'avance	**(797)**	(144)
Dépôt de garantie	**-**	(26 013)
Créditeurs	**169 566**	(19 462)
Apports reportés	**(9 442)**	138 044
	(45 896)	54 217

14 - INSTRUMENTS FINANCIERS

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques.
L'analyse suivante présente l'exposition de RESTO PLATEAU aux risques importants à la date du bilan, soit au 30 juin 2021.

Risque de crédit

L'organisme est exposé à un risque de crédit sur les subventions à recevoir et les débiteurs. Les subventions ont été reçues après la fin de son exercice financier. RESTO PLATEAU évalue de façon continue les débiteurs sur la base des montants qu'il a la quasi-certitude de recevoir.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard à sa marge de crédit, à ses créditeurs et à sa dette à long terme.

15 - ÉVENTUALITÉ

L'organisme a fait l'objet d'une plainte à la commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, de la part d'un ancien employé.

La direction de l'organisme considère que ces réclamations sont sans fondement, la conteste et estime que leur dénouement n'aura pas de répercussions négatives importantes sur les états financiers.

À la date des états financiers, il est impossible d'évaluer le dénouement des litiges et le montant, le cas échéant, qu'il pourrait être appelé à verser. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

16 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

L'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

En date du 9 septembre 2021, l'organisme est au courant de changements dans ses activités à la suite de la crise de la COVID-19.

Même si le défi de la direction est de continuer à offrir ses services tout en respectant les recommandations gouvernementales qui visent à limiter la propagation du virus et qui concernent notamment la réorganisation de l'espace du travail afin de respecter les protocoles sanitaires de la Santé publique, la direction croit que cette perturbation sera temporaire.

En conséquence, bien qu'il existe une incertitude quant à la durée de la pandémie à cause des variants, aucun impact négatif sur les états financiers de l'organisme n'est envisagé pouvant mettre en doute sa capacité d'exploitation à ce stade-ci.

RESTO PLATEAU

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Exercice terminé le 30 juin 2021

	2021	2020
	$	$
ANNEXE A - Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale		
Projet de préparation à l'emploi (PPIS)	**1 015 411**	1 105 648
Projet de préparation à l'emploi (PPIN)	**1 070 116**	1 070 116
Emploi Québec-Soutien gestion RH	**23 503**	15 241
Emploi Québec Aide Covid	**62 924**	-
	2 171 954	2 191 005
ANNEXE B - Ville de Montréal		
Développement social et lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	**23 000**	23 000
Programme d'aide aux OBNL locataires	**5 000**	5 000
Milieu de vie	**25 000**	5 750
Covid-19	**-**	7 585
	53 000	41 335
ANNEXE C - Activités		
Restaurant communautaire	**94 502**	110 880
Service de traiteur	**134 929**	348 001
Ententes contractuelles	**262 376**	345 657
	491 807	804 538